



CHAPITRE 110

CHAPTER 110

LOI CONCERNANT LA PROTECTION DES COLONS

AN ACT RESPECTING THE PROTECTION OF SETTLERS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous titre de *Loi de la protection des colons*. S. R. 1925, c. 78, a. 1.

1. This act may be cited as the *Settlers Short title.* *Protection Act*. R. S. 1925, c. 78, s. 1.

Exemp-
tion de
saisie, etc.

2. Les terres publiques octroyées aux colons de bonne foi, sous forme de billets de location, permis d'occupation, certificat de vente, ou autres titres semblables, ou aux mêmes fins, en vertu de la loi, ainsi qu'en vertu des arrêtés en conseil et règlements adoptés suivant la loi, de même que les améliorations, impenses et constructions faites par ces colons, ne peuvent, tant que les lettres patentes ne sont pas émises, être engagées ou hypothéquées, par jugement ou autrement, ni être saisies et exécutées, pour aucune dette quelconque, à moins que ce ne soit pour le prix de telle terre, pour le paiement des taxes municipales ou scolaires, frais de voirie, et répartition pour constructions d'églises, presbytères ou cimetières, et ce, nonobstant les articles 1980 et 1981 du Code civil, et les articles 613 et 614 du Code de procédure civile.

Excep-
tions.

2. No public lands, granted to a *bona fide* settler by instruments in the form of location tickets, occupation licenses, or sale or other titles of a similar nature or to the same effect, in virtue of the law, and according to the orders-in-council and regulations passed in virtue thereof, as well as the improvements made, the buildings erected and the expenses incurred by such settlers, shall, so long as letters patent are not issued therefor, be pledged or hypothecated by judgment or otherwise, or be liable to seizure or execution for any debt whatsoever, except for the price of such lands, the payment of municipal or school taxes, costs of road work, and assessments for the building of churches, parsonages or cemeteries, the whole notwithstanding articles 1980 and 1981 of the Civil Code, and articles 613 and 614 of the Code of Civil Procedure.

Excep-
tions.

Restric-
tion.

Toutefois, ce droit d'exemption de la saisie et exécution, ne doit pas s'étendre à plus de six ans de la date du billet de location, du permis d'occupation, du certificat de vente ou autre titre semblable, comme susdit. S. R. 1925, c. 78, a. 2.

Nevertheless, such right of exemption shall not extend beyond six years from the date of the location ticket, occupation license, certificate of sale or other similar title as aforesaid. R. S. 1925, c. 78, s. 2.

Re-
striction.

Patri-
moine de
famille.

3. Tout concessionnaire de terre publique en cette province, qui acquiert, par billet de location ou permis d'occupation, un certificat de vente ou autre titre semblable, émis soit en son nom, soit au nom d'une autre personne dont il est devenu le

3. Every grantee of public lands in this Province, who acquires the same by location ticket, occupation license, certificate of sale or other similar title, issued in his name or in the name of another person of whom he has become the grantee,

Home-
stead.

concessionnaire ou le représentant légal, peut, dans les trois mois qui suivent l'émission de ses lettres patentes, choisir un certain nombre d'acres de telles terres, mais ne dépassant pas cent, pour se créer un patrimoine de famille (*home-stead*).

assignee, or legal representative, may, during the three months next after the issue of his letters patent, select a certain number of acres of such land, not exceeding one hundred, as his homestead.

Exemption de saisie.

Lorsqu'il a fait une déclaration solennelle de ce choix, selon la formule 1, que ladite déclaration a été reconnue, conformément à la loi de la preuve en Canada, et qu'elle a été enregistrée dans lesdits trois mois au bureau d'enregistrement de l'endroit où sont situées telles propriétés, les terres ainsi choisies comme patrimoine de famille, avec les bâtiments ou autres constructions y érigés, tant qu'ils sont entre les mains du concessionnaire, ou entre les mains de sa veuve ou de ses enfants, héritiers, légataires ou donataires, de même que les droits, titres et intérêts qu'ils peuvent y avoir, sont, nonobstant les articles 1980 et 1981 du Code civil et les articles 613 et 614 du Code de procédure civile, exempts de la saisie et exécution, durant les quinze années suivant la date de l'enregistrement de cette déclaration, pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées soit avant, soit pendant cette période, à moins que ce ne soit pour le prix de ces terres, ou pour purger les charges ou hypothèques valides qu'ils ont consenties eux-mêmes sur la propriété, après l'émission des lettres patentes.

Exceptions.

Enregistrement.

Sur réception de cette déclaration et sur paiement de l'honoraire de cinquante centins, le registrateur est tenu d'enregistrer telle déclaration et de fournir, sur paiement d'un semblable honoraire de cinquante centins, au concessionnaire ou à ses représentants comme susdit, un certificat suivant la formule 2, lequel certificat est valable devant tout tribunal. S. R. 1925, c. 78, a. 3.

Meubles insaisissables.

4. Sans préjudicier aux articles 598 et suivants du Code de procédure civile, les meubles et effets ci-dessous énumérés, qu'ils soient entre les mains d'un colon de bonne foi, tel que mentionné dans l'article 2, ou entre les mains de sa veuve ou de ses enfants ou descendants en ligne directe, sont, tant que la personne sur laquelle la saisie est faite est propriétaire du fonds en vertu dudit article, exempts pour toute

So soon as he has made a solemn declaration of such selection, according to form 1, and such declaration has been acknowledged, in accordance with the Canada Evidence Act, and has been registered, within the said three months, in the registry office for the registration division of the place where such property is situated, the land, so selected as a homestead, with the buildings and appurtenances thereon erected, and so long as they shall remain in the possession of such grantee or assignee, or in the possession of his widow or children, his heirs, legatees or donees, as well as every right, title and interest they may have therein, shall, notwithstanding articles 1980 and 1981 of the Civil Code and articles 613 and 614 of the Code of Civil Procedure, be exempt from seizure and execution, during the fifteen years next after the date of the registration of such declaration, for the payment of debts contracted, either before or during such period, unless it be for the price of such lands or for the extinction of the lawful charges and hypothecs for which they themselves have pledged the property after the issue of such letters patent.

Exempt from seizure.

Exceptions.

Registration.

Upon receipt of such declaration and upon payment of a fee of fifty cents, the registrar shall register such declaration, and furnish, upon payment of a similar fee of fifty cents, to the grantee or assignee or his representatives as aforesaid, a certificate in accordance with form 2, which certificate shall be valid before all courts. R. S. 1925, c. 78, s. 3.

4. Without prejudice to articles 598 and following of the Code of Civil Procedure, the moveables and effects hereinafter enumerated, whether they be in the possession of a *bona fide* settler, as described in section 2, or in the possession of his widow, or of his or their children or descendants in the direct line, shall, so long as the party upon whom the seizure is made is owner of the land in virtue of

Movables unseizable.

Excep-
tion.

dette quelconque de la saisie et exécution, excepté pour le paiement des taxes, charges et redevances mentionnées à l'article 2, et cela à compter de la date de l'octroi de telles terres, et durant quinze ans après l'émission des lettres patentes, savoir:

Énumé-
ration.

1° Les lits, literies et bois de lits à l'usage ordinaire de sa famille;

2° Les vêtements ordinaires et nécessaires pour lui et sa famille;

3° Un poêle et son tuyau, une crémaillère et ses accessoires, une paire de chenêts, un assortiment d'ustensiles de cuisine, une paire de pincettes et une pelle, une table, six chaises, six couteaux, six cuillères, six fourchettes, six assiettes, six tasses à thé, six soucoupes, un sucrier, un pot au lait, une théière, tout rouet à filer et métier à tisser destinés à l'usage domestique, une hache, une scie, un fusil, six pièges, les rets et seines de pêche ordinairement en usage et dix volumes;

4° Du combustible, de la viande, du poisson, de la farine et des légumes, suffisants pour lui et sa famille pendant trois mois;

5° Les grains de semence nécessaires pour ensemer sa terre;

6° Deux chevaux ou deux bœufs de labour, dix autres bêtes à cornes, six moutons, cinq cochons, les animaux de basse-cour, les grains et fourrages nécessaires à l'hivernement ou à l'engraissement de ces animaux;

7° Les voitures et instruments d'agriculture;

8° Les matériaux de construction destinés à la construction, à la réparation ou à l'amélioration des bâtiments, ou moulins sur sa terre.

Choix du
débitur.

Les effets mentionnés aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° sont laissés sur un plus grand nombre, au choix du débiteur.

Réserve.

Les effets mentionnés aux paragraphes 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8° ne sont pas exempts de la saisie et de la vente, s'il s'agit du prix de leur acquisition. S. R. 1925, c. 78, a. 4.

Compu-
tation du
temps.

5. Si un colon a occupé une terre de la couronne plus de cinq années avant l'émission des lettres patentes, le surplus de ces

the said section, be exempt from seizure and execution for any debt whatsoever, except for the payment of the taxes, charges and dues mentioned in section 2, from the date of the grant of such land and during fifteen years from the issue of the letters patent, to wit:

1. The beds, bedding and bedsteads in ordinary use by his family; Excep-
tion.

2. The necessary and ordinary wearing apparel of himself and his family;

3. One stove and pipes, one crane and its appendages, one pair of andirons, one set of cooking utensils, one pair of tongs and a shovel, one table, six chairs, six knives, six spoons, six forks, six plates, six tea-cups, six saucers, one sugar-basin, one milk-jug, one tea-pot, all spinning-wheels and weaving-loom in domestic use, one axe, one saw, one gun, six traps, and such fishing nets and seines as are in common use, and ten volumes of books;

4. All necessary fuel, meat, fish, flour, and vegetables, sufficient for him and his family for three months;

5. Seed grain necessary to sow his land;

6. Two draught horses or two draught oxen, ten other head of horned cattle, six sheep, five pigs, all the poultry, and the grain and other forage intended for the support or fattening of such animals and poultry;

7. Farm vehicles and implements of agriculture;

8. The building materials intended to be employed in the construction of or repairs or improvements to the buildings and mills on his land.

The debtor may select the chattels mentioned in paragraphs 1, 2, 3, 4, 5 and 6 from any larger number of the same kind. Selection.

The chattels mentioned in paragraphs 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of this section shall not be exempt from seizure and execution for the purchase price thereof. R. S. 1925, c. 78, s. 4. Proviso.

5. If a settler has occupied Crown lands for more than five years before the issue of the letters patent, the excess over Comput-
ing time.

cinq années doit être retranché des quinze années de l'exemption mentionnée dans l'article 4. S. R. 1925, c. 78, a. 5.

such five years shall be deducted from the fifteen years' exemption mentioned in section 4. R. S. 1925, c. 78, s. 5.

Aliéna-
tion.

6. Le propriétaire du patrimoine de famille et des terres publiques en vertu des articles 2 et 3 a droit de l'aliéner à titre gratuit ou onéreux, même sans le consentement notarié de son conjoint. S. R. 1925, c. 78, a. 6.

6. The owner of a homestead and of public lands in virtue of sections 2 and 3, shall have the right to alienate the same by gratuitous or by onerous title, even without the consent of his consort expressed in a notarial deed. R. S. 1925, c. 78, s. 6.

Taxes,
etc.

7. Rien, dans la présente loi, ne doit être interprété de manière à exempter une terre de la couronne occupée avec permis d'occupation, du paiement des taxes municipales et scolaires et des répartitions d'églises. S. R. 1925, c. 78, a. 7.

7. Nothing in this act shall exempt a lot on Crown lands, occupied under a location-ticket, from the payment of municipal or school taxes, or assessments for church purposes. R. S. 1925, c. 78, s. 7.

Pêcheurs.

8. La présente loi s'applique aux pêcheurs qui sont en même temps colons. S. R. 1925, c. 78, a. 8.

8. This act shall apply to fishermen who are also settlers. R. S. 1925, c. 78, s. 8.

FORMULES

1.—(Article 3)

Déclaration d'acquisition du patrimoine

Je, A. B., de _____, comté de _____, déclare solennellement par les présentes que je suis propriétaire et en possession de terres publiques en vertu de lettres patentes émises le _____ jour du mois de _____, 19 _____ ;

Que, conformément à la Loi de la protection des colons, (Chap. 110 des Statuts refondus de Québec, 1941), j'ai choisi _____ acres de telles terres pour me servir de patrimoine de famille (*homestead*) lesquelles sont décrites comme suit, savoir: (*description de la terre*)

et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la Loi de la preuve en Canada.

A. B.

FORMS

1.—(Section 3)

Declaration of Selection of Homestead

I, A. B., of _____, in the county of _____, hereby solemnly declare that I am the proprietor and in possession of public lands in virtue of letters patent issued on the _____ day of the month of _____, 19 _____.

That, in conformity with the Settlers Protection Act (Chap. 110 of the Revised Statutes of Quebec, 1941), I have selected _____ acres of such lands as a homestead, which land is described as follows: (*description of the land*).

And I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true, and knowing that it is of the same force and effect as if given under oath and by virtue of the Canada Evidence Act.

A. B.

Reconnu et déclaré devant moi, un des
juges de paix de Sa Majesté, pour le dis-
trict de , à ,
ce jour du mois de ,
19 .

S. H.,
juge de paix.

S. R. 1925, c. 78, formule 1.

Declared and acknowledged before me,
one of His Majesty's Justices of the Peace
for the district of , at
day of the month of , this
19 .

S. H.,
Justice of the Peace.

R. S. 1925, c. 78, form 1.

2.—(Article 3)

Certificat du registraire

Je, L. M., registraire pour la division
de , certifie par les pré-
sentes, que A. B., de
comté de , a produit à
mon bureau, pour être enregistrée, sa dé-
claration solennelle constatant qu'en ver-
tu de la Loi de la protection des colons
(chap. 110 des Statuts refondus de Qué-
bec, 1941), il a choisi
acres de terres qu'il possède par lettres
patentes de la couronne, pour lui servir
de patrimoine de famille (*homestead*), les-
quelles terres sont décrites comme suit:
(*description de l'immeuble*).

Et que, conformément à ladite loi, j'ai
enregistré ladite déclaration pour valoir
ce que de droit.

Daté à , ce
jour du mois de , 19 .

L. M.,
registraire.

S. R. 1925, c. 78, formule 2.

2.—(Section 3)

Registrar's Certificate

I, L. M., Registrar of the registration
division of hereby cer-
tify that A. B., of , in
the county of , has filed
in my office, for registration, his solemn
declaration to the effect that in virtue of
the Settlers Protection Act (Chap. 110 of
the Revised Statutes of Quebec, 1941), he
has selected as a homestead,

acres of public lands owned by
him under letters patent from the Crown,
which land is described as follows: (*de-
scription of the property*), and that, in con-
formity with the said act, I have registered
such declaration to avail for all lawful
purposes.

Dated at this
day of the month of
, 19 .

L. M.,
Registrar.

R. S. 1925, c. 78, form 2.